



POLITIQUE



Boycott de fonctions électorales

Plus facile à dire qu' à faire... !

À l'instar de l'Alliance nationale pour le changement (ANC), les Forces démocratiques pour la République (FDR) ont décidé de ne pas siéger dans les institutions issues des élections législatives et régionales du 29 avril 2024. Mais, il semble qu'il soit difficile ...

PAGE 3

REPORTAGE



Togocom/ Réabonnement fibre

Encore des heureux gagnants

La « Promo Réabonnement fibre » de Togocom ne cesse de récompenser la clientèle de la société partout au Togo. Grâce à cette campagne, deux fidèles abonnés ont été récompensés le 9 juin dernier ...

PAGE 11

AGRICULTURE

Recherche scientifique

L'art de coopérer entre coopératives agricoles au Togo

PAGE 11

Togo / Femme et commerce

Epicentre de la vie économique

Tissu essentiel de l'économie, le commerce, activité à laquelle beaucoup s'adonnent permet de nourrir beaucoup de bouches et de participer énormément au Produit intérieur brut (PIB) du pays. Pour faciliter les activités commerciales, les autorités construisent des marchés dans les différentes localités. C'est l'un des aspects des droits de l'homme dans un monde où les femmes sont de plus en plus sollicitées.



PAGES 6&7



9ème édition de la Revue annuelle de l'Uemoa

Le Togo enregistre un taux d'exécution de 76% des réformes

Avec un taux d'exécution de 76% des réformes, politiques, programmes et projets communautaires, le Togo enregistre des résultats encourageants qui ont pu être constatés par les autorités togolaises et les responsables de l'Uemoa. Au cours d'une rencontre, ce lundi 10 juin à Lomé, le président de la Commission ...

PAGE 5

DERNIERES HEURES

Kara, nouvelle zone de développement prioritaire

Le schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) a été soumis à validation lundi. Il s'agit d'un outil stratégique mis en place par l'Etat pour organiser et orienter le développement territorial à l'échelle nationale. Le SNAT vise à assurer une répartition équilibrée des activités économiques, des infrastructures et des services sur l'ensemble du territoire afin de promouvoir un développement harmonieux et durable.

« Demain se joue aujourd'hui et donc il faut donc anticiper dès à présent pour ne pas être surpris. Ce schéma est la réponse de l'image du Togo que nous souhaitons avoir à l'horizon 2045 », a indiqué Yendoubé Demakou, directeur de l'Orientation spatiale du territoire au ministère de la Planification du développement.

L'une des mesures phares est de faire de la ville de Kara (nord Togo) une métropole d'équilibre pour contrebalancer le poids de la capitale.

La vision du SNAT est de travailler à une urbanisation équilibrée sur l'ensemble du territoire.

Selon le FMI

Les performances économiques du Togo restent robustes

Une mission du Fonds monétaire international (FMI) qui a séjourné du 29 mai au 7 juin au Togo, s'est réjouie du progrès du pays vers les objectifs de développement durable. « La croissance économique a atteint, selon les estimations, 5,6 % en 2023, et l'inflation est tombée à 2,6 % (avril 2024) », indique la note de fin de mission de la délégation du FMI conduite ...



PAGE 5

	<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg); font-weight: bold; font-size: 2em;">SOMMAIRE</p> <p>Sénégal/Gouvernance Le torchon brûle entre Ousmane Sonko et la presse Sénégalaise</p>  <p style="text-align: right;">P 4</p>	<p>Offres touristiques Le Togo veut développer sa compétitivité</p>  <p style="text-align: right;">P 5</p>	<p>Changement climatique/ Antonio Guterres s'inquiète « Nous jouons à la roulette russe avec notre planète »</p>  <p style="text-align: right;">P 10</p>
---	--	---	--

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Kampo Ouworoussaou : La Réussite d'une Coiffeuse grâce au FNFI

À Bassar, une ville du centre-ouest du Togo, Kampo Ouworoussaou est connue pour son talent et son dévouement en tant que coiffeuse. Son parcours vers le succès n'a pas été sans défis, mais grâce au Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) et son produit APSEF, elle a pu ouvrir son propre atelier et transformer sa vie.



Kampo Ouworoussaou

Kampo a grandi dans une famille modeste. Dès son plus jeune âge, elle a montré un intérêt pour la coiffure. "Je me souviens avoir passé des heures à tresser les cheveux de mes amies et de mes cousines," raconte-t-elle avec un sourire. Mais les moyens financiers de sa famille étaient limités, et elle a dû abandonner l'école à 15 ans pour aider à subvenir aux besoins familiaux. "Quitter l'école a été un moment difficile pour moi," confie-t-elle. "Je savais que j'avais un talent pour

la coiffure, mais sans formation adéquate et sans argent pour démarrer mon propre salon, je ne voyais pas comment je pourrais réussir." Elle a commencé à travailler comme apprentie dans un salon de coiffure local, apprenant les techniques et les styles modernes. Malgré ses compétences croissantes, Kampo peinait à économiser suffisamment d'argent pour réaliser son rêve d'ouvrir son propre atelier. "Je gagnais à peine de quoi vivre, et il me fallait

des années pour économiser assez pour acheter du matériel de qualité," explique-t-elle. La situation semblait désespérée jusqu'à ce qu'elle entende parler du FNFI. Un jour, une cliente fidèle lui a parlé du FNFI et des produits financiers destinés à soutenir les petites entrepreneuses comme elle. "J'étais sceptique au début, mais j'ai décidé de tenter ma chance," se souvient-elle. Elle a fait une demande de prêt pour le produit APSEF et, à sa grande surprise, sa

demande a été approuvée rapidement. Avec le prêt APSEF, Kampo a pu acheter les équipements nécessaires pour démarrer son propre salon. "Ce prêt a été une bénédiction. J'ai acheté des ciseaux professionnels, des sècheurs, des produits capillaires de qualité et même des chaises de salon modernes," dit-elle avec fierté. Elle a ouvert son atelier à Bassar, et les clients ont commencé à affluer dès les premiers jours. Aujourd'hui, Kampo est une entrepreneuse accomplie. Son salon est devenu un lieu de référence à Bassar, attirant des clients non seulement de la ville, mais aussi des villages environnants. "Je suis fière de ce que j'ai accompli. Mon salon est toujours occupé, et je vois de nouveaux visages chaque jour," raconte-t-elle avec enthousiasme. Grâce à son succès, Kampo a pu embaucher deux jeunes femmes de la communauté comme apprenties, leur offrant une formation et une opportunité de carrière. "Je veux redonner à ma communauté. Former ces jeunes femmes me permet de partager ce que j'ai appris et de leur donner une chance de réussir," explique-t-elle. Kampo reconnaît pleinement l'impact du FNFI sur sa vie et son entreprise. "Ce prêt a

non seulement transformé mon atelier, mais il a aussi changé ma vie. Je peux maintenant subvenir aux besoins de ma famille, et nous avons un meilleur niveau de vie," confie-t-elle. Elle a également pu financer l'éducation de ses enfants, assurant ainsi leur avenir. Regardant vers l'avenir, Kampo a de grands projets pour son entreprise. "Je veux agrandir mon salon et offrir plus de services à mes clients. J'aimerais aussi ouvrir une école de coiffure pour former d'autres jeunes femmes," partage-t-elle avec enthousiasme. Elle envisage également de participer à des concours de coiffure pour promouvoir son talent et attirer une clientèle encore plus large.

L'histoire de Kampo Ouworoussaou est un témoignage inspirant de l'impact de l'inclusion financière. Grâce au produit APSEF du FNFI, elle a pu transformer son rêve en réalité et devenir un pilier de sa communauté. "Je suis reconnaissante au FNFI pour cette opportunité. Je veux encourager d'autres femmes à croire en leurs rêves et à saisir les chances qui se présentent," conclut Kampo avec un sourire plein d'espoir.

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



tm

Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodlakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web :
Carlos Amevor
Comité de rédaction :
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Attipoe Edem Kodjo
Edy Alley

Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Boycott de fonctions électives

Plus facile à dire que de le faire... !

À l'instar de l'Alliance nationale pour le changement (ANC), les Forces démocratiques pour la République (FDR) ont décidé de ne pas siéger dans les institutions issues des élections législatives et régionales du 29 avril 2024. Mais, il semble qu'il soit difficile de rejeter les avantages liés à ces fonctions.



Maître Paul Dodzi Apévon, président national des FDR

Avant toute chose, il faut préciser que les FDR et l'ANC n'ont pas clairement évoqué une quelconque décision de ne pas siéger dans les Conseils régionaux. Ce sont les sièges à l'Assemblée nationale qui faisaient

l'objet des présumés refus. Mais, logiquement, comme l'ont fait remarquer des observateurs, la décision doit aussi s'appliquer aux Conseils régionaux, si ces partis sont sérieux et sincères.

C'est dans ce contexte

que le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et du Développement des territoires, le colonel Hodabalo Awaté a entamé une tournée de prise de contact avec les Conseillers régionaux sur l'ensemble

du territoire national, la semaine dernière. L'étape finale était Tsévié, chef-lieu de la région Maritime.

Selon des informations publiées par le site d'information afreepress.net, lors de cette dernière réunion, des élus des FDR étaient présents, et cela avait surpris les autres participants. Afreepress.net a cité un Conseiller régional qui a dit : « Quand ils se sont présentés au nom des FDR, cela a surpris l'assistance. Ils sont restés jusqu'à la fin de la journée dans une ambiance conviviale sans faire de bruit. A la fin, ils ont même émergé pour prendre les perditions prévues pour les participants ».

Si cette information est vérifiée, cela voudra dire que la parole politique n'a plus aucune valeur dans ce pays. En effet, l'on peut dire une chose et faire le contraire juste après. Et puis, il faut reconnaître que cela n'est pas facile pour

des personnes qui vont aux élections pour gagner des moyens de subsistance d'y renoncer aussi facilement.

Au Togo, les gens font la politique pour manger, pas pour les beaux yeux de qui que ce soit. Maître Apévon est un avocat expérimenté et reconnu partout. Il peut se contenter de ce qu'il gagne. Par ailleurs, il a déjà été deux fois député dans ce pays. Il ne manque donc pas de quoi vivre. Mais, que dire de certains de ses collaborateurs qui se cherchent.

Dans un pays africain comme le Togo, le fondateur d'un parti politique est celui qui a l'argent. Très souvent, les autres membres n'ont rien, ou presque rien. Ainsi, s'il veut obliger des membres élus de son parti à renoncer à leurs fonctions alors qu'ils peuvent y trouver des avantages financiers, il risque de les perdre ; ils vont tout simplement quitter le parti.

TM

Diplomatie

L'ambassadrice des USA en fin de mission au Togo

Après deux ans de fonction au Togo, l'ambassadrice des Etats-Unis d'Amérique (USA), Elizabeth Fitzsimmons, est en fin de mission. La diplomate a officiellement annoncé son départ via un message publié sur les canaux officiels de l'ambassade.



Elizabeth Fitzsimmons, ambassadrice des Usa au Togo

Sous son leadership, la coopération bilatérale entre Lomé et Washington s'est davantage renforcée dans plusieurs domaines, notamment la santé, le social, le commerce, ou encore la promotion de la paix et la prévention des conflits.

« Alors que mon séjour au Togo touche à sa fin, je tiens à faire savoir au peuple togolais à quel point je suis fière des grandes avancées que les deux peuples ont réalisées ensemble », a indiqué l'ambassadrice.

Mary Daschbach annoncée

En attendant le cérémonial d'adieu et les rencontres avec les plus hautes autorités du pays, la Maison Blanche a procédé à la nomination de son successeur.

Elizabeth Fitzsimmons devrait ainsi être remplacée par Mary Daschbach. Actuellement en poste au Cameroun, la nouvelle responsable connaît bien l'environnement diplomatique continental, où elle a servi durant plusieurs années pour le compte du Département d'Etat.

BEPC 2024

131321 candidats frappent fort aux portes du Lycée

Les épreuves écrites du Brevet d'études du premier cycle (BEPC) ont débuté lundi dernier sur toute l'étendue du territoire national. Cette année, 131321 candidats ont été enregistrés dont 66 166 filles, ce qui représente 48,18 % de l'effectif total.

Dans le Grand Lomé, ils sont 47 743 candidats dont 22 277 garçons et 25 466 filles. Cette représentation substantielle des filles témoigne des efforts concertés et des programmes du gouvernement togolais visant à promouvoir et à renforcer l'éducation des filles, en garantissant l'égalité des chances pour tous.

Selon le ministère des Enseignements primaire secondaire technique et de l'Artisanat, les directeurs régionaux de l'éducation (DRE), accompagnés des autorités locales et administratives, ont effectué des visites dans plusieurs établissements scolaires pour s'assurer du bon déroulement de cet

examen.

Lors des visites, les directeurs régionaux de l'éducation ont relayé les encouragements et les vœux des dirigeants du pays. Leur présence a rappelé avec force l'engagement collectif à favoriser un environnement

et l'Education Civique et Morale (ECM).

Hier mardi 11 juin, les candidats ont composé dans les épreuves comme les Mathématiques, l'Anglais, Langue (Ewé ou Kabyè ou Arabe). Quant au troisième et dernier



Des candidats en salle

propice à l'excellence académique et à la parité hommes-femmes.

Pour la première journée du lundi, les candidats ont composé dans les épreuves de Sciences de la Vie et de la Terre (SVT), le Français

jour, ils seront soumis aux épreuves comme Histoire et Géographie, Sciences Physiques, Agriculture, Musique, Dessin et Enseignement Ménager.

TogobreakingNews avec TM

Malawi

Le vice-président Saulos Chilima décède dans un crash d'avion

Le Malawi est en deuil. Le vice-président Saulos Chilima, figure politique charismatique et populaire, a trouvé la mort dans un accident d'avion, mardi 11 juin. L'appareil, un bimoteur Dornier 228-202K, a disparu des radars lundi après-midi, après avoir été empêché d'atterrir à Mzuzu, dans le nord-est du pays, en raison de mauvaises conditions météorologiques.

Le président Lazarus Chakwera a confirmé la tragédie dans un discours télévisé, annonçant que l'épave de l'avion a été retrouvée sans aucun survivant. « Les équipes de recherche et de secours ont localisé l'avion, complètement détruit et sans aucun survivant, tous les passagers à bord ayant été tués sur le coup » a-t-il déclaré, la voix éteinte par l'émotion. « Les mots manquent pour dire à quel point c'est bouleversant. »

Le vice-président Chilima, âgé de 51 ans, était une figure politique majeure au Malawi. Elu pour la première fois en 2014 aux côtés de l'ancien président Peter Mutharika, il avait su conquérir le cœur des Malawites, en particulier des jeunes, par son discours direct et son charisme. Il avait été suspendu de ses fonctions en 2022 dans le cadre d'une enquête sur un vaste scandale de corruption, mais les charges retenues contre lui

avaient été levées en mai, lui permettant de reprendre ses fonctions officielles.

L'avion transportait neuf



autres personnes, dont l'ancienne première dame Shanil Dzimbiri, se rendant

à Mzuzu pour assister aux funérailles d'un ancien membre du gouvernement. Après avoir décollé de Lilongwe lundi matin,

l'appareil a été contraint de faire demi-tour en raison du mauvais temps. Les

autorités aériennes ont perdu contact avec l'avion peu de temps après.

Le président Chakwera a démenti les informations selon lesquelles les opérations de recherche auraient été interrompues la nuit et a annulé son voyage aux Bahamas pour se consacrer à la gestion de cette tragédie nationale. Le décès de Saulos Chilima est un coup dur pour le Malawi, qui perd un leader charismatique et populaire.

Il laisse derrière lui une nation en deuil et un vide politique difficile à combler.

T.M.

Sénégal/Gouvernance

Le torchon brûle entre Ousmane Sonko et la presse sénégalaise

Le discours du Premier ministre Ousmane Sonko devant les jeunes de son parti, le Pastef, dimanche 9 juin, a provoqué une vague de réactions vives au Sénégal. Si le chef du gouvernement a évoqué les dossiers prioritaires du pouvoir sans annonces concrètes, il a une nouvelle fois promis de poursuivre ceux qui ont "pillé les deniers publics", accusant notamment certaines entreprises de presse.



Sonko a affirmé que les médias ayant une dette fiscale envers l'État étaient coupables de détournement de fonds, une déclaration jugée inacceptable par les professionnels du secteur. Mamadou Ibra Kane, président du Conseil des éditeurs de presse du Sénégal, s'est insurgé : "Je refuse à toute personne de m'insulter comme un bandit fiscal. Je suis un chef d'entreprise. Les personnes qui nous diffament ne sont pas plus patriotes que nous. Nous sommes un secteur spécifique, il nous faut une fiscalité spécifique."

Alassane Samba Diop, directeur du journal en ligne e-Media, voit dans ces propos une tentative de diversion face à des

promesses électorales difficiles à tenir. « Les promesses électorales qu'ils ont faites sur le coût de la vie font qu'aujourd'hui qu'ils sont dans une impasse. Maintenant, il leur faut attaquer la presse pour faire des contrefeux, pour essayer de détourner l'attention de l'essentiel. »

L'essentiel, selon Birahim Seck, une voix majeure de la société civile, est de prendre des mesures concrètes pour faire baisser les prix et de proposer des solutions pour renforcer la presse, non pas de la menacer. « Vous n'êtes plus dans l'opposition, mais dans la position d'apporter des réponses rassurantes et démocratiques », a-t-il rappelé.

L'opposition, dans son

ensemble, a appelé le Premier ministre à passer aux actes. Anta Babacar Ngom regrette que Sonko se comporte comme s'il était encore dans les rangs de l'opposition. « L'heure n'est plus aux promesses, mais aux actes concrets », a-t-elle déclaré.

Les propos d'Ousmane Sonko sur la presse alimentent une nouvelle polémique au Sénégal, où les tensions entre le pouvoir et l'opposition sont vives. La presse, déjà confrontée à une crise financière depuis la pandémie du Covid-19, se retrouve au cœur d'un débat qui met en lumière les difficultés du pays à répondre aux attentes de la population.

T.M.

Côte d'Ivoire/Nouvelle loi contre le terrorisme

Le parti de Laurent Gbagbo dénonce une tentative de musèlement de l'opposition

Un projet de loi visant à lutter contre le terrorisme et le blanchiment de capitaux, adopté par l'Assemblée nationale le 6 juin, suscite une vive polémique en Côte d'Ivoire. Si la majorité des députés s'accordent sur la nécessité de renforcer la lutte contre ces fléaux, c'est un article spécifique du texte qui cristallise les tensions, l'opposition y voyant une menace pour la liberté d'expression et un outil pour la museler à l'approche de la présidentielle de 2024.

Le projet de loi, adopté à la majorité par 124 députés, modifie le Code pénal pour y intégrer des peines complémentaires pour certaines infractions comme le blanchiment de capitaux et le terrorisme. 72 députés de l'opposition ont cependant rejeté le texte, dénonçant l'article 185 qui, selon eux, entrave la liberté d'opinion.

Cet article vise une tierce personne qui ferait "l'apologie des crimes (...) ou qui lance des appels au public dans le dessein de faire désapprouver l'autorité et de provoquer la solidarité avec un ou plusieurs condamnés".

L'opposition s'inquiète d'une extension de cet article aux faits de trouble à l'ordre public et d'attentat à la sûreté de l'État, craignant qu'il ne soit utilisé pour réprimer les critiques envers le gouvernement et les militants politiques.

"C'est excessif, c'est la liberté d'expression qui est remise en cause", s'indigne Hubert Oulaye, le président du groupe

parlementaire du PPA-CI. "Cette disposition a été étendue aux faits de trouble à l'ordre public et d'attentat à la sûreté de l'État", relève-t-il, y voyant une manière de "museler l'opposition" à un an de la présidentielle.

"Cet article existe depuis 1981", relativise de son côté Abdoulaye Ben Meïté, député RHDP. "L'article a été simplifié, sans que le fond ne soit modifié", poursuit-il. Ce député dénonce une démarche de l'opposition, qui selon lui, "refuse que les politiques soient concernés par cette disposition de la loi".

Le texte doit encore être adopté par le Sénat et l'opposition envisage de saisir le Conseil constitutionnel pour contester la validité de l'article 185. La polémique autour de cette modification du code pénal s'inscrit dans un contexte politique tendu en Côte d'Ivoire, où les tensions entre le pouvoir et l'opposition sont vives à l'approche de la présidentielle.

T.M.

9ème édition de la Revue annuelle de l'Uemoa

Le Togo enregistre un taux d'exécution de 76% des réformes

Avec un taux d'exécution de 76% des réformes, politiques, programmes et projets communautaires, le Togo enregistre des résultats encourageants qui ont pu être constatés par les autorités togolaises et les responsables de l'Uemoa. Au cours d'une rencontre, ce lundi 10 juin à Lomé, le président de la Commission de l'Uemoa et la ministre du Commerce ont fait le point avec les différents acteurs concernés.

« Au cours de ces 5 dernières années, notre pays le Togo s'est illustré comme l'un des pays de l'Uemoa ayant enregistré des résultats encourageants, avec un taux moyen de mise en œuvre des réformes communautaires passant de 64% en 2018 à 76% en 2023, soit une progression de 12%. Dans le même temps, la mise en œuvre des programmes et projets affiche un taux de 50,8% en 2023 », a déclaré la ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la promotion de la Consommation locale, Kayi Mivédor-Sambiani. Pour parvenir à ce résultat, plusieurs réformes ont été faites par le Togo en 2023. On peut citer notamment: la modernisation des textes relatifs aux marchés publics et

aux partenariats public-privé, l'élaboration et la publication des rapports d'évaluation des dépenses fiscales, l'élaboration trimestrielle du rapport du Programme de transition fiscale, le renforcement continu du cadre juridique du contrôle des finances publiques, la mise en place de l'assurance maladie universelle, et la production du document de déclaration des risques budgétaires. Ces réformes qui découlent de la mise en œuvre des programmes et projets, ainsi que de la transposition des directives et actes, participent à une meilleure intégration des Etats de l'Uemoa. Selon la ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion de la Consommation locale, Kayi

Mivédor-Sambiani, ce taux de mise en œuvre traduit le ferme engagement du gouvernement pour l'intégration régionale. « Je tiens à saluer l'engagement des différents départements ministériels pour la mise en œuvre de ces programmes, mais également, dire merci à la Commission de l'Uemoa pour le support qu'elle ne cesse d'apporter au pays », a déclaré la ministre. Pour le président de la Commission de l'Uemoa, Abdoulaye Diop, ces réformes illustrent le progrès réalisé par le Togo en matière de mise en œuvre. « L'examen de l'application du règlement et la transposition des directives, de l'exécution des projets et programmes fait ressortir globalement un taux d'exécution de 76% au niveau du Togo. Ce qui est un taux que nous jugeons satisfaisant au niveau de nos grilles d'évaluation de la commission

de l'Uemoa ». Ces réformes qui sont salutaires selon Abdoulaye Diop, méritent encore des efforts supplémentaires de la part des autorités togolaises, pour l'atteinte des objectifs. « Des réformes importantes ont été engagées dans le domaine de la gouvernance économique, de la convergence, et qui constituent une composante essentielle dans la marche de notre union où nous avons globalement un taux d'exécution de plus de 90%. Sur les autres composantes marchés communs et réformes sectorielles, les taux satisfaisants ont été obtenus mais nous sollicitons du gouvernement des efforts supplémentaires pour que ces taux puissent évaluer favorablement pour les prochaines années », a indiqué le président de la Commission de l'Uemoa. La Revue annuelle permet

d'améliorer le niveau et la qualité de mise en œuvre des réformes, des politiques, des programmes et des projets de l'Uemoa. Elle contribue aussi à identifier les difficultés et les écueils qui entraveraient la bonne exécution des chantiers communautaires. Instituée par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union à travers l'acte additionnel du 24 octobre 2013, la Revue annuelle vise à influencer positivement l'exécution des différents chantiers de l'Union pour l'intégration harmonieuse et réussie des économies. Elle vise donc à catalyser l'internalisation des réformes, des politiques, des programmes et des projets de l'Uemoa. La Revue permet donc d'assurer un développement économique équilibré au sein de l'Union et d'améliorer la vie des populations, notamment togolaises.

Edy Alley

Selon le FMI

Les performances économiques du Togo restent robustes

Une mission du Fonds monétaire international (FMI) a séjourné du 29 mai au 7 juin au Togo. Et se réjouit du progrès du pays vers les objectifs de développement durable.

« La croissance économique a atteint, selon les estimations, 5,6 % en 2023, et l'inflation est tombée à 2,6 % (avril 2024) », indique la note de fin de mission de la délégation du FMI conduite par Hans Weisfeld et composée de John-Paul Fanning, Maximilien Kaffo, Grace Li et Etienne Vaccaro-Grange.

Elle note par ailleurs que le gouvernement togolais a réalisé des « progrès malgré les chocs des dernières années, notamment la pandémie de COVID-19, la hausse des prix des produits alimentaires et du carburant, et les défis sécuritaires régionaux », a noté

La mobilisation des recettes est l'un des points clés du document du FMI qui relève des « progrès substantiels dans la mobilisation des recettes, portant les recettes budgétaires globales à 16,8 % du PIB en 2023 » réalisés par le Togo.

Notre pays a pris un « bon départ en matière d'assainissement budgétaire. Conformément à une croissance élevée continue, la part de l'extrême pauvreté a baissé à 25,8 % (contre 28,4 % en 2018) », indique-t-on.

En ce qui concerne les Objectifs de Développement Durable (ODD), l'institution financière fait savoir que son degré global de réalisation s'élève à 56,3 sur 100 (contre 54,7 en 2018).

Les autorités poursuivent leurs efforts pour (i) renforcer la viabilité de la dette à travers un assainissement budgétaire favorable à la croissance, basé principalement sur l'augmentation des recettes fiscales tout en améliorant l'efficacité des dépenses ; (ii) stimuler la croissance grâce à des réformes structurelles, y compris via des efforts continus pour améliorer le climat des affaires ; et (iii) renforcer l'inclusion en augmentant les dépenses sociales et les dépenses en faveur des personnes vulnérables, y compris par le biais de transferts monétaires plus importants.

Il faut dire que tout ne laissait pas présager de tels progrès. En effet, beaucoup le Togo, comme bien d'autres pays du continent ont vécu de chocs ont touché ces dernières années : la pandémie de COVID-19, la hausse des prix des produits alimentaires et du carburant, et les défis sécuritaires régionaux.

Pour autant, le gouvernement n'a pas manqué de soutenir de façon ciblée les plus vulnérables ; des efforts continus ont été notés de la part des autorités pour établir un numéro d'identité biométrique pour l'ensemble de la population et compiler un registre social unifié des personnes et des ménages, a noté la mission.

Autant de choses qui fait, cette mission, se réjouir « de poursuivre un dialogue fructueux avec les autorités togolaises, notamment dans le cadre de l'appui financier que le FMI continue d'apporter au Togo au titre de la facilité élargie de crédit du FMI approuvée le 1er Mars 2024 ».

Umoa-Titres

2ème édition de la Journée d'échanges sur les titres souverains, bientôt à Lomé

Pour approfondir les pratiques du Marché des titres publics (MTP), la capitale togolaise abrite le 26 juin prochain, la deuxième édition de la Journée d'échanges sur les titres souverains (JTS). Initiée par Umoa-titres, cette Journée d'échanges est un complément des Rencontres des marchés des titres publics (REMTP).

Après une première édition tenue le 8 novembre 2023 en Côte d'Ivoire, la JTS pour une 2ème édition, se tiendra à Lomé. Elle sera marquée par des masterclass approfondies, des panels d'experts et la démonstration en direct de la plateforme de cotation et négociation des instruments financiers dans l'Umoa qui sont en train d'être mise en place par Umoa-titres. La JTS sera aussi une plateforme dédiée au réseautage en vue d'enrichir les échanges entre participants. Cette rencontre vise donc à donner vitalité au marché des titres publics. Pour l'Agence Umoa-titres, la 1ère expérience de la JTS à Abidjan reste mémorable et motive la rencontre de Lomé.

Au cours de cette 1ère, plus d'une centaine d'experts et d'investisseurs se sont rencontrés pour réfléchir autour du thème « Diversification de la base des investisseurs : Une gamme de services adaptés aux besoins de la clientèle et au développement du marché financier de l'Uemoa ». Ce thème témoigne de

l'intérêt qu'Umoa-titres accorde à l'efficacité du marché secondaire. Fort du succès de cette première journée, Umoa-titres veut faire davantage pour cette deuxième édition. En basant cette fois-ci les réflexions sur les problématiques du marché

lance un appel à tous les acteurs du marché financier régional, en les invitant à s'inscrire pour participer à la JTS. La participation des intermédiaires est aussi très souhaitée. Les inscriptions peuvent être effectuées sur le site officiel www.jts-umoa.org



Centre économique, financier et administratif de Lomé

secondaire, cette rencontre est une opportunité d'échanges entre les différentes parties prenantes du MTP. C'est un cadre opportun pour permettre aux acteurs de mieux appréhender les bénéfices et la valeur ajoutée d'un marché secondaire dynamique et profond. C'est également l'occasion pour eux d'apprécier la valeur et l'importance du rôle des infrastructures de marchés dans le développement du marché secondaire des Titres Publics. L'agence Umoa-Titres

dédié à cette rencontre.

Institution publique régionale, chargée de l'émission et la gestion des titres publics des Etats membres de l'Uemoa, Umoa-titres organise les emprunts sur le marché financier de l'Union. Elle apporte son concours aux Etats membres pour mobiliser sur les marchés de capitaux, les ressources nécessaires au financement de leurs politiques de développement économique, à des coûts maîtrisés.

Edy A.

Togo / Femme et commerce

Epicentre de la vie économique

Tissu essentiel de l'économie, le commerce, activité à laquelle beaucoup s'adonnent, leur permet de nourrir beaucoup de bouches et de participer énormément au Produit intérieur brut (PIB) du pays. Pour faciliter les activités commerciales, les autorités construisent des marchés dans les différentes localités. C'est l'un des aspects des droits de l'homme dans un monde où les femmes sont de plus en plus sollicitées.

Le marché est l'épicentre de l'activité économique. Surtout lorsqu'il est moderne, il engendre la satisfaction des différentes parties prenantes. Des étals regorgeant de produits locaux, les commerçants indépendants, les petits entrepreneurs familiaux, tout le monde contribue à la vitalité économique en proposant une diversité de biens et de services.

Diversité, formalisation, infrastructures

C'est l'un des défis au Togo avec la création de la Délégation à l'organisation du secteur informel (Dosi). Elle accompagne les acteurs vers une formalisation progressive de leurs activités afin qu'ils puissent bénéficier de certains avantages offerts par l'État. Déjà, avec le Fonds national de la finance

activités génératrices de revenus. De 2014 à fin 2023, le FNFI a accordé près de 110 milliards de francs CFA de crédits à 1,86 million de bénéficiaires, avec un taux de remboursement d'environ 95 %.

L'esprit entrepreneurial anime dans chaque région les petites entreprises, les artisans talentueux, les grossistes, les revendeuses de denrées alimentaires, de produits cosmétiques, les vendeuses de pagnes, d'accessoires, d'ustensiles de cuisine, etc.

Pour tout ce monde, au moins 2 grands marchés ont été réhabilités en 2023 : celui de Kara au nord du pays et celui de Kpalimé dans la région des Plateaux. En 10 ans, les autorités revendiquent la construction de près de

doté de 2 000 places dont 1 700 assises pour les commerçants. Elle rassemble des magasins de stockage, des boutiques, des salles, des hangars de vente de charbon, etc. sur une superficie de 10 hectares.

main dans la main sont nombreux. Les Nana Benz en l'occurrence représentent des figures emblématiques qui continuent de jouer un rôle vital dans l'économie nationale. En retour, le gouvernement leur

Togo, particulièrement associées à l'industrie du pagnes qui est une partie essentielle de la culture vestimentaire en Afrique de l'Ouest. L'histoire des Nana Benz remonte au 20^e siècle, dans les années de l'indépendance.



Aperçu du marché de Kpalimé

S'agissant du marché de Kara, il vient apaiser le cœur des hommes et femmes impactés par l'incendie d'il y a quelques années. Le Togo sait que sa population est grandement tournée vers le commerce et met les moyens en jeu pour l'encourager.

La politique de promotion de la gent féminine bat

accorde une place cruciale dans le processus de développement. Prochainement, un musée sera installé en leur honneur.

En décembre 2023, le ministère de la Culture et du Tourisme a lancé un avis de concours d'idées architecturales pour la réhabilitation et l'extension d'un ancien bâtiment colonial construit dans la capitale de Lomé.

L'appel court jusqu'au 10 janvier 2024. Le concours est ouvert aux architectes, cabinets ou groupements, qui sont installés au Togo ou alors dans l'un des pays éligibles. L'initiative servira à désigner le plus compétent à qui sera attribuée la maîtrise d'œuvre pour la conception du site. À terme, il est question que le musée permette « d'immortaliser l'histoire et le patrimoine des Nana Benz », confirme le gouvernement.

Ces femmes ont su saisir l'opportunité commerciale avec la mise sur le marché des pagnes hollandais encore appelés wax, elles ont ainsi contribué à la croissance de l'industrie textile.

Le nom "Nana Benz" leur a été donné en référence à leur bravoure, leur résilience et leur capacité financière. Le terme Nana est un titre honorifique et Benz fait référence à la marque de voiture. Ce sont ces femmes qui ont été les premières au Togo à s'offrir les luxueux et coûteux véhicules Benz qui sont symboles d'opulence. La contribution des Nana Benz à l'essor du pays n'est pas à nier. En tant que femmes d'affaires prospères, elles ont une influence qui leur a permis d'impacter positivement la vie sociale en soutenant des causes communautaires et en jouant un rôle actif dans la vie publique.



Femmes au marché

inclusive et ses produits, des crédits sont offerts aux couches vulnérables pour la mise en place ou l'extension de leurs

500 ouvrages marchands. Les travaux d'extension du marché de Kpalimé ont duré 26 mois. L'ouvrage est dorénavant

son plein au Togo. Que ce soit hier ou aujourd'hui, les mécanismes créés au sommet de l'État pour avancer avec elles

Devoir de mémoire, les Nana Benz ont contribué à façonner l'histoire. Elles sont influentes au

Aujourd'hui, plusieurs d'entre elles sont décédées mais leur héritage continue

d'inspirer de nouvelles générations d'entrepreneures togolaises. C'est pour conserver ce mythe que le musée Nana Benz va être construit à Lomé.

Infrastructures socio-collectives

Plusieurs initiatives dynamisent aujourd'hui la vie des populations. À travers une approche participative, le gouvernement togolais investit dans des microprojets communautaires, ce qui renforce la cohésion sociale, améliore les conditions de vie et favorise le développement durable.

Le Projet de soutien aux microprojets d'infrastructures communautaires (Psmico) fait du bien aux communautés togolaises, avec les changements positifs qu'il apporte à l'échelle locale.

Le Psmico a été créé pour accompagner le processus de mise en place et de gestion des infrastructures socio-collectives pour satisfaire durablement les besoins des populations des communautés à la base. Ses objectifs spécifiques sont de relever les capacités opérationnelles

base. Pour avoir accès au projet, les communautés doivent disposer d'un plan d'action villageois. Pour les communautés qui n'en disposent pas, elles ont la possibilité de solliciter l'appui du projet pour l'élaboration de leur plan d'action.

Elles doivent également remplir la condition de la participation communautaire à la réalisation du microprojet. « Cette participation doit être en nature et ou en espèce et doit représenter 5 % du montant du microprojet », souligne l'Anadeb.

Les responsables appuient à l'élaboration des plans d'action. Ils procèdent également à l'analyse des demandes exprimées par les communautés ; à l'appui à la mobilisation de la participation locale ; aux choix des entrepreneurs ; à la réalisation des ouvrages ; au renforcement des capacités des acteurs locaux ; au suivi, évaluation et capitalisation.

Depuis que le Psmico a été lancé jusqu'à 2021, 113 forages ont été construits pour le compte des communautés à

d'assainissement. 15 maisons de jeunes ont été installées. 732 plans d'action villageois ont été élaborés. Les



Unité d'eau

financements engagés de 2011 à 2021 sont de 21,4 milliards de francs CFA par l'État et ses partenaires.

Droits de l'homme au Togo : droits reconnus et priorités

Le Togo est un pays qui tient vraiment à la protection des droits inaliénables de ses 8 millions d'habitants recensés en 2023. Par conséquent, plusieurs instruments juridiques et des mécanismes socioéconomiques existent, ils sont utilisés

Comme le reconnaissent les Nations unies, ce sont des « droits inhérents à tous les êtres humains, indépendamment de leur

des conditions de travail équitables, du droit à l'éducation, du droit à un niveau de vie décent, du droit à la santé. Puis,

nationalité, de leur lieu de résidence, de leur sexe, de leur origine ethnique, de leur religion, de leur langue, ou de tout autre statut ».

Ces droits sont universels, ils s'appliquent à tous les individus sans discrimination. Ils « ne peuvent pas être cédés ou supprimés, et sont interdépendants, se renforçant mutuellement ». Partout dans le monde, il existe des catégories de droits dont l'objectif est de protéger la dignité des individus et de créer une société juste. Le Togo les approuve et les intègre dans sa Constitution et sa législation nationale.

Les autorités mettent en place les moyens nécessaires pour les respecter et les faire respecter. Les droits civils et politiques ; les droits économiques, sociaux et culturels ainsi que les droits collectifs et de solidarité sont scrupuleusement observés sur le territoire. Dans les droits civils et politiques, il y a le droit à la vie et à la sécurité personnelle, la liberté d'expression et d'opinion, le droit à un procès équitable, la liberté de religion et de conviction, le droit à la vie privée.

S'agissant des droits économiques, sociaux et culturels, on peut parler du droit au travail et à

en ce qui concerne les droits collectifs et de solidarité, ce sont le droit à l'autodétermination, le droit à la paix et à la sécurité, le droit au développement.

En termes de priorité, dans ce mois de décembre, le Premier ministre Tomegah-Dogbé a réitéré les engagements du pays à la Tribune des Nations unies. Au titre de l'initiative Droits humains 75, l'autorité a indiqué que les priorités du Togo sont l'opérationnalisation de l'assurance maladie universelle pour tous.

Par ailleurs, le pays s'active pour adopter, d'ici fin 2024, une loi sur les modalités de reconnaissance et de protection des défenseurs des droits de l'homme. L'amélioration de l'accès à l'eau potable à 1 500 habitants par la réalisation de 1 250 forages équipés de pompes à motricité humaine, la construction de 1 245 postes d'eau autonomes à pompage solaire, sont prévues.

Tout comme la création d'un centre de formation des éducateurs et professionnels en langues de signes, des engagements conformes aux obligations internationales en matière de droits humains sont nécessaires.



Construction de marché

des Comités de développement à la base (CDB) ; rendre ces comités plus efficaces dans la résolution de leurs problèmes ; promouvoir l'auto-développement des communautés à la

base. Sur la période 2011-2021, ce sont 550 salles de classe qui ont été construites et réhabilitées tout comme 465 hangars de marché. L'Anadeb calcule à 204 le nombre d'infrastructures

par les gouvernants pour qu'aucune couche sociale ne soit lésée ou laissée pour compte.

Les droits de l'homme sont également appelés droits fondamentaux ou droits de la personne.

Attipoe Edem Kodjo

Echos de Danyi

Des cadres Unir observent la campagne nationale de reboisement

La tradition a été respectée en début du mois de juin 2024 à Danyi. La préfecture située à 185 km au nord de Lomé avait accueilli, les cadres UNIR de la préfecture, des chefs traditionnels, autorités locales, groupes de femmes, élèves, etc. à l'occasion du lancement de la campagne nationale de reboisement. Ces derniers ont pris d'assaut plusieurs sites aménagés pour la circonstance et ont pu accomplir leur devoir civique : celui de mettre en terre des plants en vue d'augmenter le taux de couverture forestière et réduire les effets des changements climatiques.



Sur des parcelles identifiées, plus de 47000

plants composés de Khaya senegalensis, d'eucalyptus

de senna siamea et afzelia africana ont été mis en terre dans toute la préfecture. Tôt ce samedi matin, les jeunes ont mis en terre des gazons sur des aires de jeux pour le bonheur de la jeunesse de Danyi.

« C'est un revêtement idéal pour amortir toutes sorte de chûtes ce qui protégera les enfants et les jeunes de nombreux accidents lors des journées nationales de sport. Nous remercions les initiateurs de ce projet », a annoncé à l'endroit des jeunes, l'honorable Goga Alain, cadre UNIR Danyi, après avoir accompli son devoir. Il a salué la forte mobilisation constatée. Ce qui démontre que le Togolais n'est plus dans la logique de la journée de l'arbre, mais plutôt celle de la campagne nationale de reboisement de grande envergure. Il a aussi saisi l'opportunité pour rappeler à tous, la nécessité de suivre et d'entretenir les jeunes plants mis en terre. Il s'est par ailleurs dit heureux de voir les fruits des éditions passées matérialisées déjà par des forêts urbaines en gestation dans plusieurs communes



du pays. Pour lui si le cap est maintenu, le Togo atteindra les 25% d'ici 2025 et pourra reboiser 1 milliard à l'horizon

2030, conformément à l'ambition du Chef de l'Etat de faire du Togo un pays vert.

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCE; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCE; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD; Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54

Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscaïns), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT: Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA: Salle GYM TONIC. Tél: 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA: HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME); Tél: 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine); Tél: 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél: 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél: 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV: Tél: 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE: Tél: 22 22 66 11

TOGO TELECOM: Tél: 22 21 47 14

SANTÉ GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél: 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél: 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES »
Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss);

Tél: 90 04 76 60

GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé); Tél: 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél: 22 71 49 70

PUBLICITE DE VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE

Il est porté à la connaissance du public qu'à la requête de la Société **ORABANK-TOGO SA**, Société Anonyme avec Conseil d'administration au capital de 10.019.110.000 F CFA, ayant son siège social à Lomé, Place de l'indépendance, Angle Avenue des Nîmes et Nicolas Grunitzky, 01 BP 325-Lomé 01, Tel 22 21 62 21, Fax 22 21 62 25, immatriculée au RCCM sous le numéro TOGO-LOME 2003 B 0949, représentée par son Directeur Général, demeurant et domicilié au siège de ladite société ;

Ayant pour Conseil **Me Pascal-Espoir Yawo DUSI**, Avocat à la Cour, Route de Kpalimé, quartier Avénou, 04 BP 328, Tél. 22 50 01 71, Lomé-TOGO ;

Et en vertu :

- des grosses dûment en forme exécutoire de l'acte notarié d'ouverture de crédit et de l'avenant audit acte en date du 26 Juillet 2013 passé en l'étude de Me Ahamadou TAIROU, Notaire à Lomé ;
- de la copie du certificat d'inscription hypothécaire délivré en date du 08 Septembre 2015 par le Conservateur de la Propriété Foncière du Togo ;
- de la copie du commandement aux fins de saisie immobilière en date du 27 Novembre 2023 publié à la conservation foncière en date du 21 Février 2024 ;
- du pouvoir spécial aux fins de saisie immobilière en date du 17 Octobre 2023 délivré par la Société ORABANK-TOGO SA à Maître NOUKOUKOU Kouassi Djiffa, Huissier de justice à Lomé ;

IL SERA ADJUGE AU PLUS OFFRANT ET DERNIER ENCHERISSEUR **LE VENDREDI 28 JUIN 2024 A 10 HEURES**, EN L'ETUDE DE MAITRE **BAMAZE Akilam**, **NOTAIRE A LOME**, L'IMMEUBLE CI-DESSOUS DESIGNÉ :

DESIGNATION

Il s'agit d'un immeuble urbain bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 05 a 18 ca, sis à Lomé Aflao Gakli, faisant l'objet du Titre Foncier N° 19 890 RT, Vol C, F° 148, y compris toutes les constructions qu'il porte et tous les immeubles par destination, sans aucune exception ni réserve ;

MISE A PRIX

La mise à prix est fixée à 50.279.021 F CFA ;

Fait à Lomé, le 05 Juin 2024

Par l'Avocat de la partie poursuivante

Me Pascal-Espoir Yawo DUSI

Pour tous renseignements, s'adresser au :

- 1) **Cabinet de Me Pascal-Espoir Y. DUSI**, Avocat à la Cour, Tél : 22 50 01 71/ 99 61 10 03;
- 2) **Etude de Me NOUKOUKOU K. Djiffa**, huissier de justice, Tél : 70 45 90 01;
- 3) **Etude de Maître BAMAZE Akilam**, Notaire à Lomé, Tél : 97 65 50 50/22 51 22 33;

Accès à la planification familiale au Togo

300 agents de santé communautaire outillés pour un meilleur service

300 agents de santé communautaire (ASC) et des Responsables de formation sanitaire des districts de Kloto, Haho et Est-Mono, région des Plateaux, ont participé à une formation intensive visant à améliorer l'accès aux services de planification familiale de qualité. Organisée par le ministère de la Santé, en collaboration avec Expand Family Planning and Reproductive Health (ExpandPF) et l'Association Togolaise du Bien être Familiale (ATBEF), cette formation s'est déroulée du 3 au 8 juin 2024.

L'objectif principal de cette formation était de renforcer les compétences des ASC et des Responsables de formation sanitaire afin qu'ils puissent offrir des services de planification familiale de qualité, en particulier les méthodes de courte durée d'action comme le DMPA-SC (Sayana Press). La formation a également abordé la prévention des infections sexuellement transmissibles et les exigences de conformité de l'USAID en matière de planification familiale.

« Il s'agit d'un recyclage qui vous permettra de renforcer vos capacités pour délivrer de meilleurs services aux communautés locales, » a

déclaré Dr. Cyrille Guédé, responsable pays du projet ExpandPF lors de la cérémonie d'ouverture. « Vous avez la lourde responsabilité de produire de bons résultats pour que le projet puisse être étendu à d'autres communautés dans les années à venir. » a-t-il ajouté. Mme Anita Eklou-Kouvahey, conseillère régionale planification familiale, représentant la Chief Of Party ExpandPF, a souligné pour sa part, l'importance de cette formation : « C'est au bout de l'ancienne corde que l'on tisse la nouvelle. Après les résultats probants de AmplifyPF, il est normal qu'on puisse s'appuyer sur vous pour avancer vers un

élargissement des prestations de qualité. Le choix de votre district n'est pas un hasard mais dépend de vos efforts et de votre engagement passé. » Organisée sous forme d'ateliers interactifs, de jeux de rôle, de simulations



et d'exercices pratiques, la formation a permis aux participants d'acquérir des connaissances et des compétences pratiques pour offrir des services

de planification familiale de qualité au niveau communautaire.

ExpandPF est un projet phare de l'USAID, financé à plus de 49 millions de dollars, qui s'engage à soutenir les initiatives visant à améliorer

les jeunes et les femmes dans les zones urbaines et périurbaines mal desservies. L'objectif est de maximiser son mandat régional pour influencer les politiques et les pratiques dans les pays, le secteur privé, les acteurs de la société civile, les décideurs nationaux, le Partenariat de Ouagadougou et la FP2030.

L'initiative est mise en œuvre dans 4 pays francophones de l'Afrique (Cameroun, Côte d'Ivoire, Mauritanie et Togo) où l'utilisation des méthodes contraceptives demeure faible et les besoins non satisfaits sont élevés.

Cette formation intensive, qui s'inscrit dans le cadre du projet ExpandPF, est une étape importante pour améliorer l'accès aux services de planification familiale au Togo et contribuer à la réalisation des objectifs de santé reproductive pour tous.

TM

Changement climatique/ Antonio Guterres s'inquiète

« Nous jouons à la roulette russe avec notre planète »

Citant le dernier rapport du service Copernicus de la Commission européenne sur le changement climatique qui indique que le mois dernier a été le mois de mai le plus chaud de l'histoire, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (Onu), Antonio Guterres a déclaré que les émissions mondiales devaient diminuer de 9% chaque année pour que la limite de 1,5°C d'augmentation de la température par rapport aux niveaux préindustriels ne soit pas dépassée. L'année dernière, elles ont augmenté de 1%.

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) de l'Onu a également récemment indiqué qu'il y avait 80% de chances que la limite de 1,5°C (l'objectif établi dans l'Accord de Paris en 2015) soit dépassée au cours de l'une des cinq prochaines années.

« Nous jouons à la roulette russe avec notre planète. Nous avons besoin d'une bretelle de sortie de l'autoroute qui mène à l'enfer climatique. Et la vérité, c'est que nous avons le contrôle du volant », a affirmé monsieur Guterres.

« S'éloigner du bord du gouffre est encore à peu près possible ; mais seulement si nous nous battons plus fort. Tout dépend des décisions prises par les dirigeants politiques au cours de cette décennie et en particulier au cours des 18 prochains mois », a-t-il poursuivi.

« La nécessité d'agir pour le climat est sans précédent, mais l'opportunité l'est tout autant, non seulement pour agir sur le climat, mais aussi pour la prospérité économique et le développement durable », a indiqué Antonio Guterres. Selon lui, une différence d'un demi-degré dans le réchauffement de la planète pourrait entraîner la disparition définitive de certains États insulaires ou communautés côtières.

Les scientifiques soulignent que la calotte glaciaire du Groenland et celle de l'Antarctique occidental pourraient s'effondrer et provoquer une élévation catastrophique du niveau de la mer. Des systèmes entiers de récifs coralliens pourraient disparaître, ainsi que 300 millions de moyens de subsistance, si l'objectif de 1,5°C n'est pas atteint.

Des conditions météorologiques

extrêmes, de l'Asie de l'Est à la côte Ouest des États-Unis, ont été accélérées par le chaos climatique, « détruisant des vies, frappant les économies et mettant à mal la santé », a regretté le secrétaire général de l'Onu.

Alors que des milliards de personnes dans le monde voient leur vie devenir plus coûteuse en raison du changement climatique, « les parrains du chaos climatique (les conglomérats de combustibles fossiles) engrangent des bénéfices records et se régalaient de milliers de milliards de dollars de subventions financées par les contribuables », insiste le chef de l'Onu.

Il a ajouté que de nombreux acteurs de l'industrie pétrolière et gazière ont « fait de l'éco-blanchiment sans vergogne », tout en essayant activement de retarder l'action en faveur du climat, avec l'aide et la complicité des sociétés de publicité et de relations publiques. « J'appelle ces entreprises à cesser de favoriser la destruction de la planète. Cessez d'accepter de nouveaux clients pour les combustibles fossiles à partir d'aujourd'hui et mettez en place des plans pour abandonner vos clients actuels », a exhorté le secrétaire général des Nations unies.

Le fonctionnaire onusien fait observer que les esprits créatifs du secteur se concentrent déjà sur la sauvegarde de la planète, et non sur sa destruction. Monsieur Guterres a incité tous les pays du monde à interdire la publicité des entreprises de combustibles fossiles. Au-delà des entreprises toxiques, « nous avons ce qu'il faut pour nous sauver nous-mêmes », a-t-il assuré au public réuni à proximité de Central Park, à New York il y a quelques jours.

« Les forêts et les océans continuent d'absorber le carbone nocif et doivent être protégés. Le secteur des énergies renouvelables est en plein essor dans le monde entier en raison de la chute des coûts et représente aujourd'hui 30% de l'approvisionnement mondial en électricité », fait savoir Antonio Guterres. Entre-temps, les investissements dans les énergies propres ont

en apportant un soutien technique et financier aux pays en développement », leur adresse le chef de l'Onu.

Le secrétaire général a appelé à faire en sorte que les plans d'action nationaux pour le climat s'alignent sur la limite de 1,5°C et à inclure des objectifs absolus de réduction des émissions pour 2030, 2035 et toutes les étapes mondiales qui jalonnent le parcours

supporter ne sont pas une question de charité », a-t-il ajouté.

« Le financement de la lutte contre le changement climatique n'est pas un service que l'on rend. Il est essentiel à un avenir viable pour tous », a-t-il déclaré. Les citoyens du monde entier ont

« une longueur d'avance sur les politiciens. Faites entendre votre voix et faites en sorte que vos



Antonio Guterres

atteint un niveau record l'année dernière, doublant presque au cours de la dernière décennie. La logique économique rend inévitable la fin de l'ère des combustibles fossiles.

Mesures d'urgence à prendre pour éviter de franchir le seuil

Pour assurer l'avenir le plus sûr possible à l'humanité et à la planète, le secrétaire général des Nations unies a présenté les mesures à prendre d'urgence : Il s'agit de réduire les émissions, protéger les populations et la nature des extrêmes climatiques, accroître le financement de la lutte contre le changement climatique, mettre un terme aux activités liées aux combustibles fossiles.

Ce sont les pays les plus riches et les plus gros émetteurs qui doivent porter le plus lourd fardeau de l'action : « Les économies avancées du G20 doivent aller le plus loin et le plus vite possible, tout

dans les décennies à venir.

« Chaque pays doit tenir ses promesses et jouer le rôle qui lui revient... Nous avons besoin de coopération, pas de pointer du doigt », a conseillé monsieur Guterres. En termes de justice climatique, il a estimé qu'il était honteux que les nations les plus vulnérables soient laissées à elles-mêmes avec les impacts d'une crise climatique qu'elles n'ont pas contribué à créer.

« Nous ne pouvons pas accepter un avenir où les riches sont protégés dans des bulles climatisées tandis que le reste de l'humanité est frappé par des conditions météorologiques mortelles dans des pays invivables. Un financement plus équitable de la lutte contre le changement climatique et la fin de la dette écrasante et des taux d'intérêt élevés que de nombreux pays en développement doivent

choix comptent », a-t-il imploré.

Aucun pays ni aucune institution ne peut à lui seul résoudre la crise climatique. « Il s'agit d'un moment où tout le monde est concerné. Les Nations unies sont à pied d'œuvre pour instaurer la confiance, trouver des solutions et inspirer la coopération dont notre monde a désespérément besoin », a déclaré le secrétaire général.

Il a remercié les défenseurs du climat qui, à tous les niveaux de la société, ont poussé à l'action jusqu'à présent : « Vous êtes du bon côté de l'histoire. Vous parlez au nom de la majorité. Continuez, ne perdez pas courage, ne perdez pas espoir ». « Le moment est venu de se mobiliser, d'agir et d'obtenir des résultats. C'est notre moment de vérité », a conclu le chef de l'Onu.

Edem Dadzie

Togocom/Réabonnement fibre

Encore des heureux gagnants

La « Promo Réabonnement fibre » de Togocom ne cesse de récompenser la clientèle de la société partout au Togo. Grâce à cette campagne, deux fidèles abonnés ont été récompensés le 9 juin dernier par le Groupe Togocom.



Réception des récompenses

Pour leur réabonnement, Kodjo Tiassou résidant à Kpémé (34 km de Lomé) a reçu un salon meublé complet, tandis que Yssaka Ouédraogo d'Alinka de

Lomé a été gratifié d'une table centrale avec 6 chaises. Les deux heureux gagnants ont reçu leurs prix à leurs domiciles.

« Je tiens à remercier

Togocom pour ces jolis bourrés qu'on vient de m'offrir. Je suis surpris de voir toute une équipe venir spécialement dans ma maison. Je me suis juste

réabonné et j'ai reçu un appel depuis la direction de Togocom. Je n'imaginais pas gagner un tel prix », a exprimé l'heureux gagnant Kodjo Tiassou.

« Nous avons encore de nombreux lots à offrir d'ici la fin de la campagne, dont un dernier tirage au sort mensuel qui attribuera 3 gros lots à 3 heureux gagnants. Un ensemble de meubles de salon complet, une table à manger, et une tablette iPad. En plus, il reste encore 5 semaines de tirages hebdomadaires, garantissant au moins 50 autres gagnants », a expliqué Edward Nouwossan, responsable marketing fibre de Togocom, qui invite en outre tous les abonnés à continuer de se réabonner via Tmoney.

Participer à la campagne « Promo Réabonnement fibre » est simple. Il suffit de renouveler votre abonnement fibre

Togocom en payant le forfait mensuel via Tmoney avec la syntaxe *145*434#. Cette action vous rend automatiquement éligible aux tirages au sort hebdomadaires et mensuels de la campagne. Lancée le 8 avril dernier, la campagne se poursuit jusqu'au 7 juillet prochain. Chaque semaine, Togocom offre des lots, notamment un téléviseur intelligent de 55 pouces, 5 combinés téléphoniques, et 4 abonnements annuels à Netflix. Les gagnants mensuels reçoivent des prix comme un salon meublé complet, une table à manger avec 6 chaises, et une tablette iPad.

Le Groupe Togocom le leader du marché togolais des télécommunications quise positionne aujourd'hui comme l'opérateur global fournisseur de solutions fixe, mobile et mobile money.

Togo Matin

Recherche scientifique

L'art de coopérer entre coopératives agricoles au Togo

L'article qui vient de paraître dans la Revue internationale du chercheur fera date, dans la mesure, il explore un filon peu « cultivé » par science. En effet sous la plume de trois chercheurs, stratégiques basées sur la stratégie de coopération entre agriculteurs est bien détricotée jetant une lumière crue sur les facteurs qui obligent les entreprises du domaine de l'économie sociale et solidaire à opter pour ces pratiques de cohabitation intelligente. Togo Matin vous propose l'abstract de cet article à lire à tout prix.

PRATIQUE DE LA COOPÉTITION DANS LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES AU TOGO

Abstract

L'objectif de cet article consiste à identifier les pratiques de management stratégiques basées sur la stratégie de coopération entre agriculteurs qui cohabitent dans les sociétés coopératives agricoles (SCA) togolaises. Peu de recherches s'intéressent en effet, aux facteurs qui poussent les entreprises relevant de l'économie sociale et solidaire à recourir aux pratiques de coopération. En outre, les travaux s'avèrent rares quant aux formes de coopération adoptées par ce type d'organisations notamment agricoles dans les pays du sud. Il s'agit donc d'apporter un éclairage sur les pratiques de coopération adoptées dans le contexte spécifique du Togo. La méthode de recherche qualitative a été adoptée. Cette approche a permis de rencontrer trente-deux agriculteurs. Les entretiens se sont déroulés auprès de treize SCA situées en région maritime. L'analyse thématique des discours met en exergue trois thèmes à partir des interventions recueillies. Les résultats montrent que la pratique de coopération dans les SCA se traduit par une approche concurrentielle de différenciation et une approche de coopération fondée sur l'apprentissage organisationnel.

Dodji Moïse MAFONGOUN
Université de Douala

Léandre GBAGUIDI
Université de Parakou

Altante Désirée BIBOUM
Université de Douala

Revue Internationale du Chercheur



Mai 2024



Internationale du Chercheur

Volume 5 : Numéro 2

- Sciences Humaines
- Sciences Juridiques
- Sciences Economiques
- Sciences de Gestion

La Revue relève de la
Bibliothèque
Nationale de France

Ville d'édition:
Marseille, France

ISSN: 2726-5889

#OseViserLoin

Rejoignez-moi dans le MOOVement sans changer de numéro !

©-COM



e-Sim 4G+  Transfert international

Un monde nouveau vous appelle.